

La Colombie et les Philippines: les deux endroits du monde les plus dangereux pour les syndicalistes

Brenda Wall

Colombie

Imaginez que vous deviez dormir dans une maison différente chaque soir — et enfiler votre gilet pare-balles dès que vous vous levez.

C'est la vie de bien des syndicalistes en Colombie de nos jours. En 2008, 46 personnes syndiquées ont été tuées. Tous les jours, des travailleurs en soins de santé, des enseignants, des gardes de prison, des travailleurs dans le secteur alimentaire et agricole sont ciblés et assassinés par des escadrons de la mort paramilitaires reliés au gouvernement.

En dépit de la réputation abominable du gouvernement Uribe en matière des droits de la personne, le gouvernement canadien est toujours décidé à entériner un accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie — prévu maintenant pour l'automne de 2009.

En février 2009, quatre représentants de la coalition colombienne des mouvements sociaux (COMOSOC) ont été reçus par le SEFPO. Ils sont venus au Canada pour dire qu'un accord de libre-échange ne ferait qu'empirer la situation pour les membres des organismes populaires en Colombie — les femmes, les autochtones, les travailleurs et les campesinos.

En août 2009, le SEFPO a envoyé une délégation en Colombie pour examiner la situation et en faire un rapport. Leur message est tout aussi clair — écouter le peuple de la Colombie, arrêter l'accord de libre-échange et renforcer notre solidarité avec leurs syndicats et des organismes de justice sociale.



Photo: Heino Nielsen

Brenda Wall, Jennifer Giroux, Archana Mathew, Jamie Ramage et Yhony Muñoz sur la route pour rendre visite aux syndicats à Medellín en Colombie.

Philippines

Les syndicalistes des Philippines font également face aux répressions, aux meurtres et aux enlèvements de façon continue. Deux représentants de syndicats du secteur public sont venus au SEFPO en mai 2009, pour forger des liens avec des syndicats du secteur public au Canada, et pour partager leur expérience dans leur lutte contre les privatisations et la répression politique.


Les deux invités de solidarité étaient Ferdinand Gaité, président national de la confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des employés publics (COURAGE) et Antonio Tinio, président national de l'alliance des enseignants concernés – Philippines (ACT). 



Photo: Jason Crowitz

Yhony Muñoz, membre du SEFPO, accueille les Consœurs Yolanda Becerra de l'organisation populaire des femmes (OFP) et Maria del Carmen Sánchez, du syndicat des travailleurs de la santé en Colombie (ANTOCH).



Photo: Jason Crowitz

Antonio Tinio et Ferdinand Gaité au bureau principal du SEFPO

Les peuples indigènes et le PLAR

PLAR est l'acronyme de Prior Learning Assessment and Recognition (évaluation et reconnaissance des apprentissages antérieurs) — un modèle d'apprentissage qui se concentre sur la nécessité de reconnaître les connaissances et les compétences de gens du monde entier. En particulier, PLAR insiste sur le fait que les traditions orales et les connaissances indigènes doivent être reconnues et validées dans tout modèle d'apprentissage et d'enseignement pour les communautés indigènes. Trois femmes qui mènent dans ce domaine au Canada et en Afrique du sud sont venues partager leur savoir au SEFPO, en juin 2009.



Photo: Jason Crowitz

Photo: Mabokang Monnapula-Mapesela, professeure associée et chercheure principale en enseignement supérieur, à l'université Free State, à Bloemfontein, Afrique du Sud; Tim Little, administrateur intérimaire, Communications, SEFPO; Joan Connolly, professeure associée et directrice associée, Centre de développement de l'enseignement supérieur, Durban University of Technology, Afrique du sud; Derek Miller, membre de l'exécutif de la région 5, SEFPO; Diane Hill, coordinatrice scolaire, programme des travailleurs sociaux, Institut technique des Premières nations, Tyendinaga Mohawk Territory, Ontario